



**PROJET DE RECONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DES QUARTIERS  
DÉFAVORISÉS DE PORT-AU-PRINCE  
(NAZON/POUPELARD/CHRIST-ROI)**

**REHABILITATION DE LA RUE NORD ALEXIS  
PLAN DE RECASEMENT**

**MAITRE D'OUVRAGE  
MAITRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ  
FINANCEMENT**

**BMPAD  
CHF INTERNATIONAL  
BANQUE MONDIALE**

**Février 2013 (Révisé Juin 2013)**

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>CONTEXTE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL</b> .....	<b>4</b>
2.1	Procédure Opérationnelle de la Banque Mondiale (L'OP 4.12) .....	4
2.2	Législation haïtienne applicable en matière de réinstallation de population en Haïti (cf Cadre de Politique de Réinstallation) .....	6
2.2.1	Textes législatifs haïtiens applicables en matière de réinstallation de populations en Haïti6 .....	6
2.2.2	Les points de convergence et de divergence .....	6
<b>3</b>	<b>ORGANISATIONS / ROLES</b> .....	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>BREVE PRESENTATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES GENS</b> ....	<b>8</b>
<b>5</b>	<b>IDENTIFICATION DES IMPACTS POTENTIELS</b> .....	<b>8</b>
5.1	Impacts environnementaux négatifs .....	9
5.2	Impacts sur les activités commerciales .....	9
5.3	Tableau des impacts et les mesures de mitigation envisagées .....	9
<b>6</b>	<b>CONSULTATIONS PUBLIQUES</b> .....	<b>10</b>
<b>7</b>	<b>RECASEMENT</b> .....	<b>11</b>
<b>8</b>	<b>COMPENSATION</b> .....	<b>11</b>
-	Modalités de Compensation .....	11
<b>9</b>	<b>ANALYSE DES DONNEES (Matrice de droits)</b> .....	<b>14</b>
<b>10</b>	<b>MECANISMES DE RESOLUTION DE CONFLITS</b> .....	<b>14</b>
<b>11</b>	<b>MONITORING, SUIVI ET EVALUATION</b> .....	<b>14</b>
<b>12</b>	<b>CALENDRIER D'EXECUTION DU PAR</b> .....	<b>17</b>
<b>13</b>	<b>BUDGET</b> .....	<b>18</b>
<b>14</b>	<b>ANNEXE</b> .....	<b>18</b>
14.1	Dossier de réparation des sept (7) maisons impactées .....	18

## **1 CONTEXTE**

La réhabilitation de la Rue Nord Alexis dans le quartier de Nazon s'inscrit dans le cadre du Projet de Reconstruction des Quartiers Défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD). Ce projet dont le Bureau de Monétisation des Projets d'Aide au Développement (BMPAD) est l'agence d'exécution, est mis en œuvre grâce à un financement de la Banque Mondiale, suite au séisme du 12 janvier 2010. La réhabilitation de cette rue est proposée afin de faciliter les déplacements de la population, l'accès aux services de base et d'améliorer l'environnement physique.

La réhabilitation de la Rue Nord Alexis est le plus important projet d'infrastructures routières prévu dans l'aire d'interventions du PREKAD assignée à la CHF International. Elle fait partie d'un ensemble de projets pour lesquels la CHF International avait reçu du BMPAD, l'autorisation de réaliser les études.

Cette artère, parallèle à la Rue Chrétien et à l'Avenue Martin Luther King, relie l'Avenue John Brown (Lalue) à la Rue Pierre Baptiste en traversant l'Avenue Poupelard. Cette rue qui a hébergé un marché public pendant de nombreuses années, reste toujours impraticable pour les véhicules sur une grande partie de sa longueur. Même les piétons ont de la peine à circuler en certains endroits à cause de son état de dégradation et des fortes pentes.

Une telle initiative aura à coup sûr des impacts sociaux sur les personnes habitant à proximité de cette route. Dans l'idée de minimiser ces impacts et de les prévenir, la CHF agissant à titre de Maître d'Ouvrage délégué (MDOD) dans le cadre de ce projet, se propose d'élaborer ce document de plan d'action de Recasement suivant les directives de la Banque Mondiale. A travers ce document il est décrit les dispositions à prendre pour éviter au mieux les cas de déplacement forcé de résidents affectés dans la zone du projet. Il favorise une certaine cristallisation du cadre juridique, des législations haïtiennes réglementant les mesures adéquates quand il s'agit de procéder à des réinstallations inévitables.

## **2 CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL**

### **2.1 Procédure Opérationnelle de la Banque Mondiale (L'OP 4.12)**

A côté des procédures nationales prévues en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'OP 4.12 de la BM prévoit certains principes applicables en matière de recasement. C'est ainsi que la politique opérationnelle OP 4.12 "Réinstallation Involontaire des Populations" (décembre 2001) est suivie lorsqu'un projet financé par la Banque Mondiale est susceptible d'entraîner une réinstallation involontaire, des impacts sur les moyens d'existence, sur l'acquisition de terre ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles.

En termes d'éligibilité pour bénéficier de la réinstallation, la politique OP 4.12 distingue trois catégories parmi les Personnes Affectées par le Projet (PAP):

- a) Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation nationale : titre foncier, affectation par le conseil rural, permis d'occuper, bail, bail emphytéotique...);
- b) Celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence,
- c) Celles qui n'ont, ni droit formel, ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

La politique de la Banque mentionne que la préférence doit toujours être donnée, pour les personnes dont la subsistance est basée sur la terre, au remplacement de la terre perdue par des terrains équivalents, plutôt qu'à une compensation monétaire.

Les personnes relevant des alinéas a) et b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de l'alinéa c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.

Les occupants qui relèvent de la catégorie c sont reconnus par la politique OP 4.12 comme éligibles, non à une indemnisation pour les terres qu'ils occupent, mais à une assistance pour la réinstallation.

Selon la politique OP 4.12, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent comprendre des mesures permettant de s'assurer que les personnes déplacées ont été informées sur les différents possibilités et sur leurs droits à la réinstallation, qu'elles ont été effectivement consultées sur des options de réinstallation techniquement et économiquement réalisables et qu'elles peuvent choisir entre ces options, qu'elles bénéficient d'une indemnisation rapide et effective au coût de remplacement intégral, pour les biens perdus du fait du projet Si un déplacement physique de population doit avoir lieu en raison de la mise en place d'un projet, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doit nécessairement comprendre les mesures suivantes :

- S'assurer que les personnes déplacées reçoivent une assistance (telle que des indemnités de déplacement) au cours du déplacement,
- S'assurer qu'elles puissent bénéficier de maisons d'habitation, ou de terrains à usage d'habitation, ou de terrains agricoles, pour lesquels le potentiel de production et les avantages sont au moins équivalents aux avantages du site de départ.

Lorsque ceci est nécessaire pour atteindre les objectifs de la politique, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent également comprendre des mesures pour s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une part, d'un soutien après le déplacement, durant une période de transition, sur la base d'une estimation du temps nécessaire à la restauration de leur niveau de vie et d'autre part, d'une assistance en matière de développement, en plus de l'indemnisation, telle que la préparation des terrains, le crédit, la formation ou des opportunités d'emploi.

Le programme doit veiller à informer, consulter et donner l'opportunité à ce que les Personnes Affectées par un Projet (PAP) participent à toutes les étapes du processus – de la planification, la mise en œuvre, au suivi- évaluation.

## **2.2 Législation haïtienne applicable en matière de réinstallation de population en Haïti (cf Cadre de Politique de Réinstallation)**

Le cadre politique, juridique et institutionnel applicable à cette réinstallation renvoie aux politiques, procédures, règles qui impliquent plusieurs acteurs, secteurs et structures au niveau national et aux directives de la Banque Mondiale.

### **2.2.1 Textes législatifs haïtiens applicables en matière de réinstallation de populations en Haïti**

- Le **Décret du 22 septembre 1964** (*Moniteur* du jeudi 24 septembre 1964) divise en ses Articles 1 et 2, le Domaine National en Domaine Public et Domaine Privé de l'Etat. Le Domaine Public est inaliénable et imprescriptible. Il consiste dans toutes les choses qui, sans appartenir à personne, sont, par une jouissance en commun, affectées au Service de la Société en général. La manière de jouir du Domaine Privé est soumise à des lois spéciales et aux règlements particuliers de police. Les changements de Résumé des informations contenues dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation destination susceptibles de transformer des parties du Domaine Public doivent être autorisés par une loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

La Constitution qui est la loi fondamentale de la République d'Haïti garantit le droit de propriété, auquel ne peut être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement contrôlée et justifiée, sous réserve d'une indemnité équitable.

- **Selon la Constitution du 10 Mars 1987**, An 184ème de l'Indépendance. (SECTION H : DE LA PROPRIÉTÉ), la propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites. Le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

### **2.2.2 Les points de convergence et de divergence**

L'analyse comparative montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation haïtienne et l'OP.4.12 de la BM.

Les points de convergence sont les suivants :

- Eligibilité à une compensation;
- Date limite d'éligibilité;
- Type de paiement.

Les points où il y a des divergences les plus importantes sont les suivants :

- Participation des populations;
- Occupation irrégulière;
- Assistance particulière aux groupes vulnérables;
- Déménagement des PAP;
- Coûts de réinstallation;
- Réhabilitation économique;
- Manière de résoudre les litiges;
- Suivi et évaluation.

Dans le principe, en cas de différence entre la législation nationale et l'OP.4.12, c'est le standard supérieur qui l'emporte parce que de cette manière le standard le moins inclusif sera nécessairement aussi appliqué.

### **3 ORGANISATIONS / ROLES**

- **La CHF**, Maître d'Ouvrage Délégué (MDOD) pour le projet PREKAD à Nazon, Poupelard, Christ Roi devra assurer la mise en œuvre du Plan d'Action à la Réinstallation (PAR).

Son rôle consiste à :

- Faciliter l'appropriation du projet par la communauté ;
  - Assurer la relocalisation des familles affectées
  - Garantir le plein respect des normes et exigences de l'Etat haïtien et de la banque Mondiale.
- **La Municipalité** de Port –au-Prince, Maître d'œuvre, se doit d'accompagner la CHF dans les opérations de relocalisation.

- **Le MTPTC**, à titre d'Institution étatique chargée des Travaux Publics, se chargera d'accompagner les firmes contractantes dans la démolition des maisons et la certification des travaux réalisés et la formation des techniciens.
- **La Banque Mondiale** est donc le Bailleur de Fonds qui surveille, au côté de l'Etat Haïtien, soit le Ministère des Finances, à l'application et au respect du PAR.
- **Le BMPAD**, en tant que Maître d'Ouvrage, se chargera d'assurer le contrôle et la supervision des opérations.

#### **4 BREVE PRESENTATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES GENS**

La situation socio-économique des gens à Ravine Pintade principalement de Poupelard et de Nazon n'est pas différente de celle des autres bidonvilles dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Les habitants font face à de sérieuses difficultés économiques entraînant ainsi un niveau et un mode de vie presque infrahumains. Car le commerce informel et les petits métiers sont considérés comme étant la principale source de revenu de la population. Ils sont donc privés d'infrastructures et de services sociaux de base. Considéré comme étant le bastion où, en plus grand nombre, se pratiquent des actes de banditisme tels que: le vol, le viol, le kidnapping, la délinquance juvénile, le bidonville est confronté aux phénomènes spécifiques que voici:

- Surpeuplement
- Délabrement des unités de logement
- La promiscuité excessive des habitats
- Carence en infrastructures et des services sociaux
- Insalubrité
- Taux élevé de chômage
- Misère, pauvreté absolue
- Faible niveau de revenu
- Prolifération du micro commerce (commerce informel)
- Densification excessive de logements.

#### **5 IDENTIFICATION DES IMPACTS POTENTIELS**

La Rue Nord Alexis traverse les quartiers de Poupelard et Nazon, quartiers qui se sont de plus en plus urbanisés de manière anarchique.



## 5.1 Impacts environnementaux négatifs

Ces travaux de construction et de réhabilitation de ces tronçons routiers pourraient induire des impacts négatifs qui peuvent concerner aussi bien les aspects biophysiques que les aspects socio-économiques : comme la pollution de l'air, du sol et des eaux, le bruit, les poussières, les risques d'accident.

Plus généralement, divers autres effets pourront être ressentis par les populations pendant les travaux, à savoir :

- Les risques d'atteintes aux biens privés (clôtures, constructions, accès aux propriétés) ;
- La perturbation du trafic, l'accès momentanément perturbé aux équipements ;
- La gêne sonore momentanée due aux bruits des matériels de chantier.

## 5.2 Impacts sur les activités commerciales

Ces impacts, fondamentalement, concernent les difficultés d'accessibilité que générera le déroulement des travaux. Il ne fait pas de doute que certaines activités commerciales peuvent être contraintes à la fermeture ou au déplacement en cas de démolition partiel. Les containers, moins d'une dizaine, qui sont situés à l'entrée Sud de la route seront contraints de se déplacer pour faciliter les actions à entreprendre.

## 5.3 Tableau des impacts et les mesures de mitigation envisagées

Le tableau suivant décrit les types d'impact causés par les actions du projet.

IMPACTS	TEMPORAIRES	DEFINITIFS	ELEMENTS DE MITIGATION OU D'ATTENUATION DE RISQUES
DIRECTS	Perte temporaire de revenus commerciaux/ Changement de clientèle pour ceux qui exerçaient des activités commerciales sur le site	Toutes les familles vivant sous les tentes vont être déplacées définitivement de la rue Nord Alexis	Accord trouvé sur la réception d'une prime de réinstallation
	Perturbation temporaire des activités commerciales de certains propriétaires de boutiques		Réparation des maisons endommagées
INDIRECTS	Problème temporaire de circulation piétonne dans la zone durant la construction du la route		Entreposage de matériaux directement sur la route

	Utilisation d'engins lourds durant la mise en œuvre des travaux perturbant ainsi le fonctionnement normal de la zone		<p>Etablissement d'un système de communication avisant la communauté de la période précise de perturbation</p> <p>Protocole d'accord à passer avec les Compagnies engagées pour minimiser les risques en conformité avec le Plan de Gestion Environnementale</p>
	Pollution aérienne et sonore (poussière et bruit provoqués par la casse des structures en béton)		<p>Conscientisation, communication de la population sur les mesures à prendre afin d'atténuer les risques</p> <p>Protocole d'accord à passer avec les Compagnies engagées pour minimiser les risques en conformité avec le Plan de Gestion Environnementale</p>
COMMU-NAUTAIRES	Déplacement et détachement des familles dans des endroits différents ; d'où la perte de lien de voisinage pendant un certain temps		Conscientisation, communication de la population sur les mesures à prendre afin d'atténuer les risques en déplaçant temporairement des effets personnels
			Organisation de rencontre de sensibilisation avant leur départ

## 6 CONSULTATIONS PUBLIQUES

Des rencontres d'information et de sensibilisation sont en cours avec l'ensemble des 26 familles qui vont être affectées dans le cadre de ce projet. Plusieurs rencontres se sont déroulées au CAR à Nazon. Des visites domiciliaires sont régulièrement réalisées. Si l'on s'en tient compte des informations obtenues, la population, en général, a une attitude positive à l'idée de la construction de la route et sur cette base nous pouvons déjà compter sur un niveau de participation/coopération très intéressant.

La diffusion des informations sur le PAR est de la responsabilité de la CHF qui mettra des exemplaires de ce document à la disponibilité du public, au Centre d'Appui à la Reconstruction (CAR), à la Mairie de Port-au-Prince. La CHF, prendra également les dispositions pour publier

le Plan d'Action de Recasement (PAR) par voie électronique, à travers son site web et ceux du BMPAD.

- Démarches retenues/Consultation des Familles durant la mise en œuvre du PAR
- Informations/ Acceptation de la prime
- Temps requis pour la relocalisation des personnes affectées
- Séance finale d'information sur le déplacement
- Visite des lieux d'installation définitive

#### **- Rencontres d'informations avec EDH, DINEPA et MTPTC**

Des rencontres d'informations avec ces trois institutions sont déjà initiées. Durant ces rencontres, il est question de leur présenter les grandes orientations du projet et aussi leur solliciter l'appui nécessaire pour sa mise en œuvre.

## **7 RECASEMENT**

Dans l'ensemble, les sept (7) maisons des six (6) propriétaires qui seront affectées par la réhabilitation de la route n'auront pas subies de grand dommage. Elles seront partiellement touchées au niveau de leurs galeries ou une petite partie d'une chambre, cependant deux cas sont à considérer et seront recasées. Avec certaines perturbations, six familles propriétaires habiteront toujours les maisons.

En ce qui a trait aux occupants des tentes, ils recevront une prime à la réinstallation qui leur permettra de louer un espace. D'après ce qu'ils nous ont déclaré, plusieurs d'entre eux ont déjà trouvé un endroit pour se loger dans les quartiers avoisinants. Des visites de ces lieux seront organisées en vue de s'assurer qu'ils vont utiliser ces fonds pour leur hébergement.

## **8 COMPENSATION**

#### **- Modalités de Compensation**

Les premières rencontres avec les chefs de familles qui vivent sous les tentes, ont permis de comprendre qu'ils attendent une compensation pour libérer les lieux. L'on va se baser sur le montant octroyé par le projet 16/6, pour accorder une prime de réinstallation aux 21 familles qui

sont hébergées sous les tentes. Le montant à donner est de vingt mille (20,000.00) gourdes par famille et deux autres familles, l'une locataire et l'autre Propriétaire (Gary Theronier) successivement 75,000.00 et 40,000.00 gourdes. Le locataire va recevoir cette compensation comme remboursement du frais de son logement, ce qui fait au total 535,000.00 gourdes pour l'ensemble des 23 familles. Des possibilités d'intégrer les équipes de travail leur seront proposées afin de les permettre d'avoir un emploi pendant quelques mois.

Pour ce qui est des maisons qui vont être affectées, elles sont au nombre de sept (7). Le projet prendra en charge la réparation de ces maisons et le relogement des familles nécessiteuses.

- **Le tableau ci-dessous présentera en pourcentage le niveau des dégâts de chaque maison**

<b>Code</b>	<b>Nom et prénom du propriétaire</b>	<b>% affectation</b>
	Pétion Yvette	15%
	Olisca Rosena	4%
	Ylysse Eugénie	2%
	Accilien Mersilourdes	6%
	Elissaint Christiannise-1	5%
	Elissaint Christiannise-2	20%
	Theronier Jn-Gary	17%

- Le tableau suivant indique les compensations prévues pour chaque famille

No	Chef de Famille		Sexe	Statut d'occupation	Temps d'occupation de l'espace	Action compensatoire		
	Nom	Prénom				Aide au relogement temporaire	Réparation de maisons	Total (HTG)
1	Dorismond	Mie Rosenelle	F	Propriétaire de Tente	1 ans 5 mois	20,000.00		20,000.00
2	Pierre Louis	yves	M	Propriétaire de Tente	3ans	20,000.00		20,000.00
3	Azema	Silote	F	Propriétaire de Tente	3 ans	20,000.00		20,000.00
4	Pierre	Yvrose	F	Propriétaire de Tente	2 ans 11 mois	20,000.00		20,000.00
5	Charles	Simone	F	Propriétaire de Tente	2 ans	20,000.00		20,000.00
6	Adam	G.Joseph	F	Locataire de Tente	1 an	20,000.00		20,000.00
7	Tanis	Mario	M	Propriétaire de Tente	2 ans	20,000.00		20,000.00
8	Louis	Litan	M	Locataire de Tente	2 ans	20,000.00		20,000.00
9	Jean	Sony	M	Propriétaire de Tente	2 ans	20,000.00		20,000.00
10	Jn Michel	Henry	M	Propriétaire de Tente	11 ans	20,000.00		20,000.00
11	Divais	Reginal	M	Propriétaire de Tente	2 ans 11mois	20,000.00		20,000.00
12	Dutaille	Claudy	M	Propriétaire de Tente	1 an 2 mois	20,000.00		20,000.00
13	Julien	Edwige	M	Propriétaire de Tente	1 an 4mois	20,000.00		20,000.00
14	Louis jean	Marcel	M	Propriétaire de Tente	2an	20,000.00		20,000.00
15	Auguste	Lafontant	M	Propriétaire de Tente	3 ans	20,000.00		20,000.00
16	Desir	Wolf	M	Propriétaire de Tente	1an	20,000.00		20,000.00
17	Oberrne	Colas	M	Propriétaire de Tente	3 ans	20,000.00		20,000.00
18	Colin	Ebelson	M	Propriétaire de Tente	3 ans	20,000.00		20,000.00
19	Polynice	Adel	F	Propriétaire de Tente	3 ans	20,000.00		20,000.00
20	Fils-aime	Pierrot	M	Propriétaire de Tente	2 ans 11mois	20,000.00		20,000.00
21	Ilysse	Egeunie	F	Propriétaire de Maison et de Boutique	18 ans		51,324.00	51,324.00
22	Elissaint	Christiannise	F	Propriétaire de 2 maisons	30 ans		237,583.00	237,583.00
23	Accilien	Mersi lourdes	F	Propriétaire de maison	3 ans		78,156.00	78,156.00
24	Olisca	Rosena	F	Propriétaire de maison et de boutique	12 mois		173,540.00	173,540.00
25	Petion	Yvette	F	Propriétaire de boutique	2 ans 11 mois		75,102.00	75,102.00
26	Theronier	Jean Gary	M	Propriétaire de maison	33 ans	40,000.00	498,985.50	538,985.50
27	Lafague	Anson	M	Locataire de maison de Theronier	1an	75,000.00		75,000.00
28	Simon	Sara	F	Locataire (Tente) de Theronier	3ans	20,000.00		20,000.00
TOTAL						535,000.00	1, 114,690.50	1, 649,690.50

## 9 ANALYSE DES DONNEES (MATRICE DE DROITS)

Catégories de Personnes Affectées	Type de Perte	Option d'Indemnisation
Propriétaires de maisons affectées	Maisons partiellement endommagées	Prise en charge de la réparation des maisons
Les occupants de tentes	Tentes à démolir	Primes à la réinstallation
Commerçants/commerçantes	Perte de clientèle proches	Relocalisation des activités commerciales

Comme s'est dit dans la matrice trois catégories de personnes vont être affectées par ce projet. Une prise en charge sera faite pour les propriétaires de maisons et les occupants de tentes. Deux familles seront recasées, parmi lesquelles un locataire et le propriétaire de la maison. Cependant les commerçants occupants illégalement l'entrée Sud de la rue Nord Alexis sont prêts à relocaliser leurs commerces d'autres parts pour faciliter les travaux.

## 10 MECANISMES DE RESOLUTION DE CONFLITS

L'implémentation de tout projet suscite inévitablement des conflits entre différents groupes ou autres. Ce phénomène est inhérent la vie du projet elle-même. Dans ce cas, un ensemble de mécanismes seront mis en place pour pouvoir gérer et résoudre les conflits ainsi que les plaintes. Pour cela, les étapes à suivre sont les suivantes :

- 1) On va installer au CAR une boîte aux lettres où toutes les personnes vivant dans la zone peuvent y déposer leurs doléances.
- 2) Les techniciens du CAR s'assureront de traiter les doléances.

A chaque cas de doléance une approche en fonction du problème présenté. Cependant, qu'il soit au CAR ou d'ailleurs, on gardera toujours notre rôle de facilitation et d'arbitrage afin de trouver le juste milieu pour les parties. Nous proposons toujours qu'une solution se trouve à l'amiable.

## 11 MONITORING, SUIVI ET EVALUATION

### - Objectifs du suivi-évaluation

En se basant sur la portée sociale de **désinstallation provisoire, installation temporaire et réinstallation définitive**, tout le processus de cette opération doit être suivi et évalué

régulièrement. Les dispositions pour le suivi et l'évaluation visent à s'assurer, d'un côté, que les actions proposées sont mises en œuvre convenablement dans les délais établis ; et, d'un autre côté, que les résultats attendus sont atteints. Lorsque des déficiences ou des difficultés sont observées, le suivi et l'évaluation permettent d'enclencher des mesures correctives appropriées.

L'objectif principal du plan du PAR est d'assurer aux chefs de ménages et dépendants un niveau de vie et des conditions de vie adéquat par rapport à ce qu'ils connaissaient avant la réalisation du projet de recasement. Ainsi, le suivi et l'évaluation des actions proposées dans le PAR devront porter prioritairement sur l'atteinte de cet objectif. Le suivi/évaluation du plan d'action de PAR visera les objectifs suivants : la surveillance; le suivi; l'évaluation.

***Surveillance*** : Vérifier, en particulier au démarrage du PAR, que ses spécifications détaillées soient conçues et sa mise en œuvre révélée conforme au PAR validé.

***Suivi*** :

- Vérifier en permanence que le programme de travail et le budget du PAR sont exécutés Conformément aux prévisions.
- Vérifier en permanence que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits.
- Identifier tout facteur et évolution imprévus susceptibles d'influencer l'organisation du PAR.
- La définition de ses mesures, d'en réduire l'efficacité ou de présenter des opportunités à mettre en valeur.
- Recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

***Évaluation***

- Établir et interpréter la situation de référence des bénéficiaires, avant le démarrage du projet, en matière socioéconomique (le recensement effectué dans le cadre de ce mandat a permis d'élaborer la situation de référence).
- Définir, à intervalles régulières, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et comprendre les évolutions.
- Établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socioéconomique.

- Analyser, de façon programmée ou en réponse à des constats de suivi/évaluation.

- **Tableau Indicateurs Objectivement Vérifiables**

Dans le cadre du suivi, certains indicateurs globaux sont utilisés, notamment:

. Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du Projet ;
. Nombre de chefs de ménages et dépendants sensibilisés;
. Nombre de ménages occupant des tentes recevant une prime de réinstallation par le Projet;
. Nombre de boutiquiers relocalisés;
. Nombre de maisons affectées réparées
. Nombre et nature des griefs légitimes résolus
. Nombre de chefs de ménages occupant des tentes et dépendants satisfaits de la désinstallation
. Nombre de chefs de ménages occupant des tentes et dépendants satisfaits de la réinstallation définitive
. Nombres de propriétaires de maisons affectées satisfaits de la réparation



## 12 CALENDRIER D'EXECUTION DU PAR

Activités à réaliser	Personne Responsable	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
1. Processus de sensibilisation des personnes affectées (rencontre et visite)	Maxime Michelet						
2. Elaboration et signature de protocole d'entente	Patrick Souffrance / Coriolan Wadley						
3. Visites des espaces de réinstallation	Maxime Michelet / Maxon Fleury	2eme semaine					
4. Distribution de prime et déplacement des occupants de tentes	Roselande Bazile / Maxime Michelet / Agent de liaison de la Mairie de Port-au-Prince	4eme semaine					
5. évaluation des maisons affectées	Gary Desroches						
6. processus de réparation des maisons affectées	Ralph Chery						
7. Enquête sur le niveau de satisfaction des propriétaires des maisons affectées sur la réparation	Mirleine Alexandre / Maxime Michelet						
8. Mobilisation communautaire et Accompagnement des travaux techniques	Maxime Michelet/ Maxon Fleury						

## 13 BUDGET

Le budget relatif au PAR dans le cadre de la réhabilitation de la Rue Nord s'élève à *Un Million Six Cent Quarante Neuf Mille Six Cent Quatre Vingt Dix gourdes et 50/100 (1, 649,690.50HTG)*, il a été calculé dans le tableau détaillé présenté plus haut dans les *Modalités de compensation*. Les informations relatives aux chefs des familles affectées ainsi que le mode de compensation y sont fournies. Le budget est établi comme suit :

Description	Montant (HTG)	Montant (USD)
Aide au relogement des familles déplacées (20)	535,000.00	12,159.09
Réparation des maisons affectées (7)	1, 114,690.50	25,333.88
Escaliers d'aces aux maisons au bord de la route	748,000.00	17,000.00
<b>TOTAL</b>	<b>2,397,690.50</b>	<b>54,492.97</b>

Avec 44 HTG = 1 USD

## 14 ANNEXE

### 14.1 Dossier de réparation des sept (7) maisons impactées

